**TERMS OF REFERENCE FOR INDIVIDUAL CONSULTANTS AND CONTRACTORS**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Title**Recrutement d’un (e) expert (e) national (e) en finances publiques (Budgétisation Sensible à l’Enfant & Budgétisation Sensible au Genre) | **Type of engagement**[x]  Consultant [ ]  Individual Contractor Part-Time[ ]  Individual Contractor Full-Time | **Duty Station:**Tunisia Country Office |
| **Purpose of Activity/Assignment:** Appui technique à l’institutionnalisation de la budgétisation sensible à l’enfance en Tunisie |
| 1. **Contexte de la consultation :**

La Tunisie reconnaît l'importance d'investir dans les ODD, le genre et les enfants pour stimuler le développement de son capital économique et humain. La Constitution Tunisienne stipule dans son article 52 l’obligation de de la famille et de l’Etat de « garantir la dignité, la santé, les soins, l’éducation et l’enseignement « de tous les enfants. Parmi ces droits, certains sont également consacrés dans les conventions internationales en matière de la promotion des droits des droits humains, de l'égalité de genre et de l'enfant dont principalement CEDEF 2014, la Convention Internationale relative aux Droits de l’Enfant (CDE) ratifié en 1992. L’article 4 de la CDE stipule également l’obligation des Etats Parties *« à prendre toutes les mesures législatives, administratives et autres qui sont nécessaires pour mettre en œuvre les droits reconnus par la présente convention. Dans le cas des droits économiques, sociaux et culturels, ils prennent ces mesures dans toutes les limites des ressources dont ils disposent et, s’il y a lieu, dans le cadre de la coopération internationale »*. En outre, l’agenda 2030 relatif aux objectifs du développement durable engage les pays à éliminer la pauvreté d’ici 2030 qui est traduit dans les cibles et les indicateurs de l’ODD 1.   Dans ce contexte, la Tunisie s’est engagée dans la réalisation des ODD et dans la mise en œuvre de la budgétisation sensible à l’enfant (BSE) et dans la budgétisation sensible au genre (BSG) dans le but de promouvoir les droits des enfants et l’égalité genre tout en s’alignant aux engagements internationaux.  Toutefois, ces engagements ne sont pas traduits dans les politiques publiques et dans les budgets des missions (ministères) ce qui creuse les inégalités entre les femmes et les hommes ainsi que les enfants et ce qui constituent un manque à gagner pour la Tunisie en termes de création de la valeur.Le programme de coopération entre la Tunisie et l’UNICEF pour la période 2023-2025 priorise des interventions importantes dans le domaine des finances publiques pour les enfants dans le cadre des réformes engagées par le Gouvernement dont celle relative à la réforme budgétaire en cours de mise en œuvre et particulièrement dans sa composante « Budgétisation sensible à l’enfant et budgétisation sensible au genre ». Les objectifs du programme s’alignent aux priorités nationales qui donnent une très grande importance à l’investissement public dans les domaines du développement humain et de l’action sociale tout en recherchant la performance des politiques publiques et un impact plus élevé sur la population et les enfants en particulier.A cet effet, un partenariat entre ministère des finances et l’UNICEF a été lancé depuis janvier 2023 permettant l’institutionnalisation de la BSE et la BSG. Ce partenariat a porté sur le renforcement des compétences et l’accompagnement technique des acteurs clés en matière de l’indentification, le suivi et l’analyse des allocations budgétaires destinées aux personnes les plus vulnérables y compris les enfants et les femmes. Dans le cadre de ce partenariat entre le ministère des Finances et le bureau UNICEF Tunisie, plusieurs activités ont été réalisées en 2023, ce qui a permis d’atteindre les principales réalisations suivantes :1. Renforcement des capacités des unités GBOs, des membres du comité de pilotage BSG auprès du M. Finances, des administrateurs de budget et des acteurs clés de 7 ministères pilotes sur les expériences comparées en matière de la nomenclature sensible à l’enfant (NSE) à et la nomenclature sensible au genre (NSG).
* Ministère des Affaires Sociales, Ministère de la Femme, Ministère de l’Education, Ministère de la Justice, Ministère de la Santé, et Ministère de l’Equipement et l’Enseignement supérieur.
1. Elaboration et expérimentation de deux notes d’orientation en matière de la NSE et NSG sur les ministères impliqués.
2. Elaboration d’un référentiel de déploiement de la NSE et la NSG.
3. Développement d’une vidéo de sensibilisation sur la BSE et NSE.

**Ceci a permet d’atteindre les résultats suivants :** • Une plus grande visibilité par rapport aux orientations à retenir en matière de la NSE et la NSG ainsi que les défis restants.• Une appropriation de la démarche de l’élaboration de la NSE et la NSG par quelques acteurs clés • Un plus grand réseautage des acteurs clés sensibilisés et formés sur la BSE et la BSG.1. **Objectif général de la consultation en cours :**
2. **Objectifs généraux :**

A ce titre, en capitalisant sur les travaux menés dans le cadre de ce partenariat et dans le but d’une pérennisation de la mise en œuvre de la BSE et la BSG, un consultant national ayant une expérience et une expertise confirmée en budgétisation sociale sera recruté dans le but de produire des documents conceptuels et/ou analytiques qui abordent les questions d’adéquation, d’efficacité et d’optimisation des dépenses publiques pour les enfants et l’égalité genre et d’apporter une revue critique aux productions analytiques réalisées dans le cadre des plans d’action avec les institutions nationales dans le domaine des finances publiques pour les enfants et pour l’égalité genre . Cette collaboration entre ministère des Finances et UNICEF se renforce en s’appuyant sur les grandes activités suivantes : 1. Renforcement des capacités des acteurs clés des 6 ministères sociaux (*Ministère de la Femme, de l’Education, de la Santé, des Affaires Sociales, de la Justice, de l’Equipement, de l’Agriculture et du Tourisme)* en matière de déclinaison des droits des enfants au niveau des politiques publiques et du budget, et accompagnement technique pour l’élaboration des plans d’action sectoriels BSE.
2. Renforcement de l’engagement des points focaux GBO des 6 ministères sociaux en matière de la BSE.
3. Accompagnement technique des acteurs clés des 6 ministères pilotes (*Ministère de la Femme, de l’Education, de la Santé, des Affaires Sociales, de la Justice, et de l’Equipement)* pour renforcer la mise en œuvre de la NSE et la NSG.
4. **Résultats attendus :**
5. Les cadres des ministères sociaux sont dotés de connaissances et de compétences nécessaires en matière de déclinaison des droits des enfants dans les politiques publiques et le budget. Ceci sera traduit par l’élaboration de plans d’action sectoriels BSE.
6. Une fiche sur la budgétisation sensible à l’enfant contenant les engagements des ministères en matière des droits des enfants.
7. Les capacités des acteurs clés des 6 ministères pilotes sont renforcés en matière de mise en œuvre et d’appropriation de la NSE et la NSG.
 |
|  |
| **Child Safeguarding** Is this project/assignment considered as “[Elevated Risk Role](https://unicef.sharepoint.com/sites/DHR-ChildSafeguarding/DocumentLibrary1/Guidance%20on%20Identifying%20Elevated%20Risk%20Roles_finalversion.pdf?CT=1590792470221&OR=ItemsView)” from a child safeguarding perspective?        [ ]    YES    [x]    NO     If YES, check all that apply:                                                                                                                                                   **Direct contact role**[ ]  YES     [x]   NO  If yes, please indicate the number of hours/months of direct interpersonal contact with children, or work in their immediately physical proximity, with limited supervision by a more senior member of personnel:

|  |
| --- |
| 0 |

 **Child data role**[ ]  YES    [x]   NO  If yes, please indicate the number of hours/months of manipulating or transmitting personal-identifiable information of children (name, national ID, location data, photos):

|  |
| --- |
| 0 |

More information is available in the [Child Safeguarding SharePoint](https://unicef.sharepoint.com/sites/DHR-ChildSafeguarding/SitePages/Amendments-to-the-Recruitment-Guidance.aspx) and [Child Safeguarding FAQs and Updates](https://unicef.sharepoint.com/sites/DHR-ChildSafeguarding/DocumentLibrary1/Child%20Safeguarding%20FAQs%20and%20Updates%20Dec%202020.pdf)  S |

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Budget Year:** | **Requesting Section/Issuing Office:** | **Reasons why consultancy cannot be done by staff:** |
| ***2024*** | ***Social Policy Section – Tunisia***  | **Need of external expertise** |
| **Included in Annual/Rolling Workplan***:* [x]  Yes [ ]  No, please justify:***Résultats PTBA 2024-2025*** *1.1.2 Appui technique aux processus nationaux de planification stratégique y compris sectoriels et participation des enfants* ***Activités PTBA 2024-2025****1.1.2.2 Continuer l'appui technique pour l'institutionnalisation de la nomenclature BSE et BSG dans le budget national, la mise en ligne de la plateforme Budget Ouvert (Miziatuna) et le renforcement des capacités en finances publiques sensibles à l'enfance (PF4C)* |
| **Consultant sourcing:**[x]  National [ ]  International [ ]  Both**Competitive Selection:**[x]  Advertisement [ ]  Desk Review [ ]  Roster **Single Source Selection** [ ]   | **Request for:**[x]  New SSA – Individual Contract[ ]  Extension/ Amendment |
| **If Extension, Justification for extension:** |
| **Supervisor:** Social Policy Specialist | **Start Date:**6.03.2024 | **End Date:**31.12.2024 | **Number of working Days** **68H/J** |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Assignments Overview** | **Deliverables/Outputs** | **Estimate Budget** |
| 1. Renforcement des capacités des acteurs clés des 6 ministères sociaux en matière de déclinaison des droits des enfants au niveau des politiques publiques et du budget, et accompagnement technique pour l’élaboration des plans d’action sectoriels BSE (Mars- Juin 2024)
 | 1.1 Une PPT sur la méthodologie en matière de déclinaison des droits au niveau des stratégies et politiques publiques | 2 H/J |
| 1.2 Animation d'une série d'ateliers de formation avec les représentants des 6 ministères autour de la déclinaison des droits des enfants au niveau des politiques publiques et du budget.  | 6H/J (1.5J \*2 sessions)(3 J -préparation) |
| 1.3 Conduite des rencontres d’échanges avec les ministères pour accompagner les ministères dans l’élaboration des plans BSE | 3H/J(0.5j\*6 Ministère) |
| 1.4 Examen des projets des plans d’action BSE de chacun des 6 ministères  | 6H/J |
| 1.5 Animation d'un atelier de validation des projets des plans d'action BSE en présence des ministères  | 3H/J |
| 1.6 Un rapport final comprenant les plans d'actions sectoriel et les recommandations sur les dernières versions des plans d’action BSE.  | 3H/J |
| 1. Renforcement de l’engagement des points focaux GBO des ministères sociaux en matière de la BSE (Mars 2024)
 | 2.1 Une fiche BSE conçue et une note explicative élaborée | 8H/J |
| 2.2 Animation d'un atelier de présentation de la fiche BSE en présence des acteurs clés  | 2H/J  |
| 1. Accompagnement technique des acteurs clés des 6 ministères pilotes pour renforcer la mise en œuvre de la NSE et la NSG– (Septembre 2024)
 | 3.1 Animer des rencontres et échanges et du cadrage avec les acteurs clés (appartenant à la chaine des responsabilité) des Ministères sociaux sur les limites et les recommandations NSG et NSE y afférents ainsi que le suivi de la contribution de chacun des ministères dans le plan d’actions consolide sous le leadership du Ministère des Finances.  | 15H/J |
| 3.2 Examen et analyse des versions actualisées de plan d’actions du ministère des finances impliquant les 6 ministères.  | 6H |
| 3.3 Partage et conduite des rencontres avec les 6 ministères pour la validation finale du plan d’actions consolide en présence des acteurs clés | 12H |
| 3.4 Un rapport finalisé et l’élaboration des recommandations à travers des échanges avec les acteurs clés | 2H/J |
| **Total H/J** |  **68 H/J** |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Estimated Consultancy fee** |  |  |
| Travel International (if applicable) | NA – Les ateliers de formation seront organisés sur le Grand Tunis |  |
| Travel Local (please include travel plan) | NA- Les ateliers de formation seront organisés sur le Grand Tunis |  |
| DSA (if applicable) | NA- Les ateliers de formation seront organisés sur le Grand Tunis |  |
| **Total estimated consultancy costs[[1]](#endnote-2) (110 H/J)** |  |  |
| **Minimum Qualifications required:** | **Knowledge/Expertise/Skills required:** |
| [ ]  Bachelors [x]  Masters [x]  PhD [ ]  Other Enter DisciplinesSciences sociales et politiques, sciences économiques et développement, droits des enfants, etc. | Expériences en gestion et analyse des finances publiques, la budgétisation sensible au genre, aux enfants ou aux jeunes, en gestion axée sur les résultats, etc.  Compétences et expérience en analyses et outils de la gestion axée sur les résultats, notamment les techniques de planification et de budgétisation. |
| [**Competitive Selection Criteria**](https://unicef.sharepoint.com/%3Ax%3A/r/sites/DHR/_layouts/15/Doc.aspx?sourcedoc=%7Bda0b1215-ade3-4345-8188-e2b7df9b2fa4%7D&action=default&uid=%7BDA0B1215-ADE3-4345-8188-E2B7DF9B2FA4%7D&ListItemId=353&ListId=%7B465BE47D-174D-4461-B4D6-18B9FC34CB32%7D&odsp=1&env=prod&web=1&cid=a9bfc2d5-3213-4b69-9b04-acb0c830c6d1) **(for clarification see** [**Guidance)**](https://unicef.sharepoint.com/%3Aw%3A/r/sites/DHR/_layouts/15/Doc.aspx?sourcedoc=%7BB3E3517A-8BBF-4368-90FE-7DBCD31544EA%7D&file=Guidance%20on%20Completing%20the%20Selection%20Matrix%20for%20Consultants%20and%20Individual%20Contractors.docx&action=default&mobileredirect=true)

|  |  |
| --- | --- |
| **A) Technical Evaluation (maximum 75 Points)**  | **B) Financial Proposal (maximum of 25 Points)** |
| 1. **Education :** sciences économiques et développement, droits des enfants, etc. Un diplôme de doctorat est un atout. (Score : 10 pts)
 | Pas de critères spécifiques (25pts) |
| 1. **Expérience Professionnelle :** **Expérience de travail pertinente avérée dans la gestion et l’analyse des finances publiques, notamment :**

 Une maitrise et une bonne connaissance des différentes initiatives BSG et BSE et leur implémentation au niveau international et national. (Score : 20 pts) |
| 1. Compétences et expérience **avérées en analyses et outils de la gestion axée sur les résultats,** notamment **les techniques de planification et de budgétisation** (score : 10 pts)
 |
| 1. Connaissance et compréhension avérées des **dispositions de la loi organique du budget et des textes d’application** régissant le budget de l’Etat ainsi que du contexte et de l’administration tunisienne en matière de la gestion de budget par objectif et en matière de la BSG et BSE. (Score : 20 pts)
 |
| 1. **Expérience avérée en formation avec les institutions nationales :** Au moins 5 ans d'expérience en développement de programmes de formation, animation de sessions et utilisation d'approches pédagogiques adaptées aux différents niveaux de compréhension. (Score : 8 pts)
 |
| 1. Expérience étendue et capacité avérée à travailler avec des équipes techniques multidisciplinaires. (Score : 4 pts)
 |
| 1. Maitrise du français et de l’arabe écrits et oraux. (Score : 3pts)
 |  |

 |
| **Administrative details:**Visa assistance required: [ ] [x]  Home Based [ ]  Office Based:Les déplacements seront pris en charge par le consultant. Le consultant utilisera son propre PC.  |  **If office based,** seating arrangement identified: [ ] IT and Communication equipment required: [ ] Internet access required: [ ]  |
| **Request Authorised by Section Head** | **Request Verified by HR:** |
|  |  |
| *Approval of Chief of Operations (if Operations): Approval of Deputy Representative (if Programme)**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**Representative (in case of single sourcing/or if not listed in Annual Workplan)*  |
|  |
|  |

 Costs indicated are estimated. Final rate shall follow the “best value for money” principle, i.e., achieving the desired outcome at the lowest possible fee. Consultants will be asked to stipulate all-inclusive fees, including lump sum travel and subsistence costs, as applicable.

Payment of professional fees will be based on submission of agreed deliverables. UNICEF reserves the right to withhold payment in case the deliverables submitted are not up to the required standard or in case of delays in submitting the deliverables on the part of the consultant

**Text to be added to all TORs:**

Individuals engaged under a consultancy or individual contract will not be considered “staff members” under the Staff Regulations and Rules of the United Nations and UNICEF’s policies and procedures and will not be entitled to benefits provided therein (such as leave entitlements and medical insurance coverage). Their conditions of service will be governed by their contract and the General Conditions of Contracts for the Services of Consultants and Individual Contractors. Consultants and individual contractors are responsible for determining their tax liabilities and for the payment of any taxes and/or duties, in accordance with local or other applicable laws.

The selected candidate is solely responsible to ensure that the visa (applicable) and health insurance required to perform the duties of the contract are valid for the entire period of the contract. Selected candidates are subject to confirmation of fully-vaccinated status against SARS-CoV-2 (Covid-19) with a World Health Organization (WHO)-endorsed vaccine, which must be met prior to taking up the assignment. It does not apply to consultants who will work remotely and are not expected to work on or visit UNICEF premises, programme delivery locations or directly interact with communities UNICEF works with, nor to travel to perform functions for UNICEF for the duration of their consultancy contracts.

UNICEF offers [reasonable accommodation](https://www.unicef.org/careers/unicef-provides-reasonable-accommodation-job-candidates-and-personnel-disabilities) for consultants with disabilities. This may include, for example, accessible software, travel assistance for missions or personal attendants. We encourage you to disclose your disability during your application in case you need reasonable accommodation during the selection process and afterwards in your assignment.

1. [↑](#endnote-ref-2)